



BP 43670 • 54097 Nancy cedex
Tel : +33 (0)6 25 40 59 21
Courriel : secretariat.national@ant-france.eu – site internet : www.ant-france.eu

Membre de la Fédération LGBT - Membre du RAVAD (Réseau d'aide aux victimes d'agression et de discrimination)

Communiqué de presse du 23 septembre 2017

Quand la LGP (Lesbian and Gay Pride) de Montpellier, ville des premiers mariés gays de France, soutient la transphobie médicale...

Aujourd'hui encore, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la médecine française considèrent la diversité des identités de genre comme une maladie mentale à "diagnostiquer" et à "soigner". Le sommet visible de cet iceberg, c'est la transphobie médicale organisée et représentée par la Société Française d'Étude et de prise en Charge du Transsexualisme (SOFECT). Ainsi, non contente de maltraiter les personnes transgenres passant par leurs mains via un système de « thérapie » normative, en leur retirant même le droit de choisir librement son médecin, cette « société » fait du lobbying au sein de l'OMS pour conserver ses prérogatives sur cette catégorie de la population, et les garder – comme ils le faisaient aussi autrefois à l'encontre des gays et des lesbiennes – dans la catégorie des malades mentaux... Et cela se fait, bien sûr, avec l'assentiment de l'ensemble du système médical français, en particulier l'Ordre des médecins !

Mais depuis quelques semaines, au sein de certaines organisations gays et lesbiennes françaises, nous voyons se développer des actions prétendument destinées à « informer sur la transidentité », mais incluant des représentants de la transphobie médicale (la SOFECT), ou imposant d'office la psychiatrie dans les démarches supposées être obligatoires pour les personnes transgenres. Cela revient, de fait, à valider la pathologisation et la psychiatrisation de ces personnes, si nocives et si destructrices.

L'Association Nationale Transgenre (ANT) s'était déjà insurgée lorsque l'association Contact Île-de-France avait invité des psychiatres de la SOFECT en les citant comme œuvrant « au quotidien dans l'intérêt des personnes trans pour leur permettre de réaliser harmonieusement leur réassignation » [sic !], une transphobie verbale des plus cyniques pour parler de normalisation et de stérilisation des personnes... Si le débat a été annulé, notamment grâce à la protestation de l'ANT, l'association Contact Île-de-France n'a jamais remis en cause ses positions pro-SOFECT ni dénoncé clairement la « médecine » qui y était exercée.

Un nouveau coup de poignard dans le dos des associations d'aide et de défense des droits des personnes transgenres vient d'être porté par une association gay et lesbienne ayant pignon sur rue dans le sud de la France, la LGP (Lesbian and Gay Pride) de Montpellier ! Non contente de n'avoir rien fait pour soutenir le droit au changement d'état civil libre et gratuit en 2016, voilà qu'ils veulent se poser en chevaliers blancs de la cause transgenre en organisant, les 17, 18 et 19 novembre 2017, un débat intitulé « Les Trans parlons-en ».

Parlons-en en effet ! L'intitulé de l'événement, plus que méprisant pour la communauté transgenre, nous annonce la suite, une « Chronologie d'un parcours transidentitaire » avec un module... dédié à la psychiatrie ! La LGP Montpellier a visiblement oublié que la date de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, le 17 mai, a justement été choisie pour rappeler le jour (17 mai 1990) où l'homosexualité a été retirée par l'OMS de la liste des maladies mentales... Et que cette journée sert aussi à exiger que la trans-identité soit à son tour retirée de cette qualification discriminante envers les personnes transgenres !

Association nationale transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)

Soit disant national, cet événement semble être organisé à Montpellier comme une sorte de « Transwashing », sans que les sujets abordés aient été au préalable collectivement discutés avec les personnes et l'ensemble des associations concernées. Pire, cela va franchement à l'encontre des revendications du mouvement transgenre qui exige la dépsychiatisation et la dépathologisation des identités de genres. La LGP Montpellier, hélas, présente dans son programme un « parcours transidentitaire » normatif digne de celui de la SOFECT !

L'Association Nationale Transgenre demande l'annulation immédiate de cet événement promouvant la transphobie médicale et sociétale auxquelles les personnes transgenres font face quotidiennement. En 2017, il est impensable qu'une telle promotion de la psychiatisation des personnes transgenres puisse avoir lieu au sein de la communauté LGBT !

Afin de bien faire comprendre ce que la LGP Montpellier veut infliger à la communauté transgenre, l'Association Nationale transgenre se demande comment réagirait la communauté gay si elle annonçait, sur ce modèle, la « première conférence nationale sur les questions d'homosexualité pour permettre une rencontre entre tous les acteurs concernés afin d'échanger, informer, partager toutes les expériences. » Nous l'appellerions « Homos, parlons-en ». En avant première, voici le programme d'une journée-type – calquée sur le programme montpelliérain – « au vu des différences parfois assez importantes qui peuvent exister à l'intérieur de la définition des trouble de la préférence sexuelle » :

Chronologie d'un parcours homosexuel

10h00/13h00

1^{er} module : Questionnement

Intervenants : Généraliste, sociologue, CPAM, associations
Questions/réponses

2^{ème} module : Psychiatrie

Intervenants : Psychiatre, psychologue, sociologue.
Questions/réponses

3^{ème} module : MST-VIH

Intervenants : laboratoire pharmaceutique, médecins, chercheurs
Questions/réponses

4^{ème} module : filiation, parentalité

Intervenants : sociologue, associations de familles, juriste, psychologue
Questions/réponses

17h00/17h15 Pause

17h15/18h30

5^{ème} module : Soins et Besoins

Intervenants : sexologue, addictologue, dermatologue
Questions/réponses

18h30 Fin de la 1^{ère} journée

Association nationale transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)

Scandaleusement homophobe n'est-ce pas ? Pourtant, nous ne faisons que parodier le programme transphobe de la LGP Montpellier !

À l'heure ou une mobilisation internationale (à laquelle l'Association Nationale Transgenre est associée) lutte avec force et conviction pour éjecter les psychiatres et leur maltraitance médicale de la vie des mineurs et majeurs transgenres en dépsychiatrisant l'identité de genre au sein de l'OMS, la prise de position de la LGP Montpellier est un signal qui pourrait être relayé de manière désastreuse par les pires ennemis du mouvement LGBT.

En soutenant de facto les « thérapies de soins » à l'encontre des personnes transgenres, la LGP Montpellier ouvre la boîte de Pandore, et ce au moment même où les homophobes tentent d'imposer aux gays et aux lesbiennes de pseudos « thérapies de conversion », comme vient de le faire un juge fédéral de Brasilia ! N'oublions pas que ces « thérapies de conversion » ne sont toujours pas interdites par la loi en Europe (sauf à Malte), et donc en France.

La LGP a visiblement oublié le long et difficile combat du mouvement LGBT pour que l'homosexualité ne soit plus classée dans la liste des maladies mentales ! Alors, rappelons-leur que l'homosexualité et la trans-identité ne sont pas des maladies à soigner : ce sont simplement des orientations sexuelles et des identités de genre !

Pour l'Association Nationale Transgenre,
Delphine Ravisé-Giard
Présidente

Mail : porte.parole@ant-france.eu

Mobile : +33 (0)6 11 63 48 00

Site Internet : www.ant-france.eu